

le monde libertaire

rédaction
administration
3 rue ternaux
75011 paris
805 34 08
ccp publico
11289 15 paris

Organe de la Fédération Anarchiste

N° 247 JEUDI 15 DÉCEMBRE 3 F

hebdomadaire



Editorial

Le gouvernement de Mario Soarès a été renversé le 8 décembre par un simple vote à l'Assemblée nationale. Qu'un gouvernement, minoritaire dès sa formation le 6 juillet 1976, soit renversé de cette manière n'a rien d'étonnant. Ce qui peut surprendre, c'est par contre ce qui a pu pousser le parti socialiste portugais à tenter ce coup de dés sans grand espoir.

De fait, depuis sa formation, le gouvernement de Soarès a gouverné avec le consensus de la droite modérée (PPD, CDS), le parti communiste restant dans l'opposition. C'est ce gouvernement qui a dû assumer la tâche délicate de liquider les dernières séquelles de la « Révolution des œillets ». C'est lui qui a réprimé militairement les mouvements légitimes d'occupations de logements dans les grandes villes. C'est lui qui envoya l'armée contre les paysans de l'Alentejo qui occupaient les terres des gros propriétaires. Beaucoup de travailleurs portugais avaient cru que « socialisme » signifiait expropriation des capitalistes. Il leur a bien fallu se rendre à l'évidence. Le gouvernement « socialiste » imposait, en décembre 1976, un plan d'austérité digne des gouvernements les plus réactionnaires.

Dans ces conditions, l'opposition à la politique des dirigeants pouvait très rapidement se cristalliser autour du PCP. Se présentant en défenseur des opprimés, mais refusant l'aventurisme militaire d'Otelo de Carvalho, il devenait rapidement la seule opposition constitutionnelle au pouvoir en place. Aussi, dès lors que l'alliance tacite du PSP avec la droite éprouvait des difficultés à se poursuivre, il était tentant, en poussant l'analogie avec des pays voisins, d'imaginer un rapprochement du PS et du PC.

Malheureusement, les divergences sont tout aussi profondes entre ces deux partis, et sinon plus qu'entre le PS et le CDS. Le PC demande une refonte de la réforme agraire et le maintien des nationalisations réalisées au lendemain du 25 avril 74. Comme on peut le constater, les divergences profondes qui divisent les sociaux-démocrates sont partout les mêmes et touchent, de près ou de loin, au problème des nationalisations des grands moyens de production.

Quel jeu jouent actuellement la droite et la gauche au Portugal ? Il est certain que la droite éprouve le besoin de revenir sur l'essentiel des concessions réalisées au travers du gouvernement Soarès et qu'elle n'accepte même plus la politique pourtant plus que modérée du PS. Quand au PC, il envisagerait volontiers un accord avec le PS, mais à la condition que celui-ci cède sur l'essentiel de la politique économique.

Or, c'est bien le point sur lequel aucun gouvernement ne pourrait céder dans la situation actuelle du Portugal, car la crise économique aiguë ne se contente pas comme remède d'une banale politique d'austérité, mais exige l'aide financière américaine. Celle-ci était accordée pour le gouvernement Soarès, mais le serait-elle pour un gouvernement PS-PC ? Il est peu probable que Carter infléchisse à ce point sa politique étrangère.

Aussi, le PS pense-t-il peu à cette solution. Les déclarations fréquentes de Soarès et de Cunhal allant dans le sens d'un rapprochement des deux partis n'indiquent nullement qu'ils envisagent de gouverner ensemble. Tout au plus peuvent-ils imaginer de réaliser une sorte de « compromis historique » qui permettrait à un nouveau gouvernement minoritaire PS de compter désormais sur un soutien partiel du PC. Soarès lui-même en est convaincu : il n'existe pas d'autre alternative gouvernementale possible au Portugal qu'un nouveau gouvernement Soarès. Il est bien décidé à attendre patiemment que la droite démontre son incapacité à former un gouvernement pour revenir, à l'appel du président Eanes, dans un esprit de sacrifice à « l'intérêt national ». La réussite d'un tel plan lui donnerait certes une plus grande marge de manœuvre pour gouverner. Oui, mais après ?

Qui se soucie actuellement de la volonté tenace de la droite de revenir au pouvoir ? N'a-t-elle pas montré qu'elle ne répugnait pas à un coup d'Etat sanglant ? Spinola n'est-il pas toujours disponible ?

Les sociaux-démocrates ont enterré la Révolution portugaise. Ils ont tué son esprit en réprimant les travailleurs qui luttaient pour leur émancipation, sans attendre les mots d'ordre des partis politiques. Qui pourra désormais s'opposer efficacement à une tentative de putsch militaire ?

Il paraît qu'au Portugal l'armée est démocratique et socialiste...

EDF, SNCF, LIP PARTOUT LES TRAVAILLEURS EN LUTTE !



CHANGEMENT DE CAP POUR LES TRAVAILLEURS DE LIP

DEPUIS la décision de liquidation des biens de LIP S.A. par le tribunal de Paris, le 3 mai 1976, la lutte des travailleurs de LIP suivait deux axes. Pression sur les pouvoirs publics d'une part, et action de sensibilisation de la population d'autre part. Cette étape de la lutte est jalonnée par un certain nombre de dates importantes. Le 5 mai 1976, occupation de l'usine. Les 8 et 9 mai, journées portes ouvertes. Le 14 mai, réception des lettres de licenciements collées sur les portes de la préfecture le 18 mai. Le 17 juin, arrêt de l'express de Paris et collage sur les wagons. Le 10 février, entrée dans les bureaux de la préfecture. Le 31 mai, remise en route d'une partie de la production. Les 18 et 19 juin, journées portes ouvertes. Le 4 juillet, ouverture à Lip du restaurant des chômeurs. Le 13 juillet, première paye ouvrière. Le 16 juillet, intervention des forces de l'ordre qui s'emparent de 200 montres. Le 7 octobre, gaz coupé par les flics, heurts violents. Le 17 octobre, après la 4^e coupure de courant, celui-ci est rétabli par les travailleurs.

Aujourd'hui, après la décision prise en assemblée générale, le 8 novembre, de réanimer l'outil de travail et de donner à Lip une structure juridique, une nouvelle étape s'ouvre dans la longue lutte des travailleurs de Lip. Premier pas de cette nouvelle étape : les journées portes ouvertes des 3 et 4 décembre.

Avant tout, c'est une action de solidarité pour Lip, par la souscription « les amis de Lip », afin de créer une coopérative. C'est aussi le rappel de leur lutte et de leurs objectifs par les travailleurs. La lutte pour une société plus juste et plus humaine,

une société qui se fera pour l'homme et non contre lui, au bénéfice de ceux qui possèdent. Le refus que d'autres pensent et agissent à la place des travailleurs. La lutte pour le droit à l'emploi, pour son appropriation,

(suite page 5)

A la petite semaine

VIVE LÉON BOKASSA

La fin tragique des tyrans que nous offre parfois l'Histoire, remplit toujours nos cœurs, sans qu'on ose l'avouer, d'une joie profonde.

Napoléon, comme chacun sait, est mort à Ste-Hélène. Le respect de la vérité historique nous oblige, hélas, à reconnaître que, contrairement à ce qu'affirme la chanson, son fils Léon ne lui a jamais crevé le bidon.

Par bonheur, voilà qu'un clown centrafricain, tout aussi sanguinaire que le fut l'empereur corse, se prend pour Napoléon. Avec un peu de chance, et pour peu que les paroles du fameux couplet n'aient pas survolé nos frontières, peut-être que Bokassa aura un jour un fils, qu'il prénomera Léon.

Pour faire revivre la chanson, quelque peu tombée dans l'oubli, ce dernier n'aura alors qu'un geste à faire...

FLORÉAL

FOP 2520

CHANTAGE A L'I.U.T. DE CRETEIL

Le 2 février 1977 paraissait dans *Le Canard Enchaîné* un article mettant en cause l'université Paris XII-Val-de-Marne qui aurait détourné des fonds provenant de l'inscription des stagiaires de la formation continue. Vers mars ou avril 1977, un conseil d'I.U.T. devait annuler les droits d'inscription. Vers juin, un conseil d'université fantôme annulait cette décision. Des pressions allaient alors être exercées sur les élèves de F.P.A. qui n'avaient pas payé leur inscription (400 francs), pressions qui restaient sans succès. Le 8 septembre dernier, signée par les 10 élèves, une lettre demandant la justification du paiement demandé devait être expédiée au directeur de l'I.U.T. de Créteil. Cette lettre, comme la précédente envoyée le 31 juin, restera sans réponse. Fin novembre, les élèves terminent leur D.U.T. et la plupart vont se réinscrire au chômage faute d'emploi. Certains d'entre eux

ont un besoin urgent de la copie de leur diplôme. Or, et c'est là où tout devient grave, l'I.U.T., par son directeur, M. Chappey, est prêt à donner le diplôme si en échange les élèves versent les fameux 400 francs. Le chantage auquel ils s'attendaient se concrétise donc. Certains parmi les élèves vont résister car ils n'ont pas besoin du bout de papier mais d'autres vont sans doute être obligés de céder. Il est à noter que sept élèves sur dix ont eut ce D.U.T. de biologie après qu'un jury de professeurs leur ait délivré. Le directeur de l'I.U.T. va donc à l'encontre de la décision purement professorale.

Dans l'article du *Canard Enchaîné* évoqué plus haut, on parlait de caisse noire électorale autour de l'action municipale de Pierre Billote. Qu'est-ce qu'ils vont pas chercher, tout de même!

G.D.

Dans la presse

Les J.C. à l'avant-garde de la publicité

Le pavé publicitaire exposé ci-dessous est paru dans le premier numéro d'Avant-garde, l'hebdomadaire de la jeunesse communiste, à côté d'un appel à jouer au loto.

Il montre sans ambiguïté le visage des « défenseurs de la classe ouvrière ». Ici, la J.C. se fait plutôt le défenseur des intérêts de la bourgeoisie et de la manipulation des consommateurs. Avant-garde propose ouvertement à ses lecteurs de financer leurs exploités et de s'abrutir par une publicité toujours mensongère qui n'a pour but que de les exploiter encore plus.

Cela, les J.C. ne le savent sans doute pas car elles se glorifient de leur collaboration avec la bourgeoisie et le « grand capital ».

Groupe étudiantin de Fresnes-Antony

APPEL AU LECTEUR D'AVANT-GARDE

Tu le sais la publicité nous procure de l'argent nécessaire pour faire exister ce journal.

On peut discuter sur son bien fondé : une chose est sûre, on ne peut pas s'en passer.

D'autres trouvent l'argent ailleurs. Pas nous !

Ceci étant dit, on veut que cette publicité soit utile. Tu peux nous aider. En achetant de préférence les marques qui nous passent de la publicité.

En en cherchant toi même dès qu'un produit te plaît, t'a rendu service, te paraît utile, va voir le vendeur ou le directeur et propose Avant-Garde comme support publicitaire.

Ainsi Avant-Garde deviendra le journal qui promouvoit les meilleurs produits pour les jeunes.

Dès que tu as un contact mets le en rapport avec le département publicité d'Avant-Garde.

Michel Laurent

LES GARDES MOBILES A L'ENSET

L'ENSET, Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique (Cachan-Val de Marne) est un centre de formation de professeurs qui regroupe actuellement des sections dans toutes les disciplines : littéraires, artistiques, scientifiques et techniques. Depuis plusieurs années, une menace pesait sur les sections littéraires, ainsi que sur d'autres sections artistiques. Les élèves de l'ENSET en lutte depuis l'année dernière, se sont toujours heurtés au refus systématique du Secrétariat aux universités et à l'apathie du directeur de l'école. Face à cette immobilité, ils ont décidé d'occuper les locaux de l'administration de l'école. Ils entendaient par cette action protester contre la suppression des sections littéraires dont le recrutement doit s'arrêter cette année. Ils entendaient par cette action protester contre les manœuvres du gouvernement qui visent à transformer le centre de formation pluridisciplinaire en un ghetto de l'enseignement technique et ainsi favoriser la mainmise du patronat sur l'école.

Dès le mercredi 10h, après une A.G. rassemblant environ 200 personnes, les élèves ont donc investi tous les locaux administratifs paralysant l'école. L'occupation ayant été décidée pour la nuit, une quarantaine de personnes avaient donc installé leur campement dans les bureaux.

Vers 1 heure, alors que personne ne l'avait prévu, vu la certaine notoriété dont jouit l'école et l'attitude paternaliste du directeur, environ 150 policiers et gardes mobiles investissent l'école et en évacuaient vigoureusement les élèves.

La disproportion entre le déploiement de force considérable et le petit nombre d'occupants montre à quel point le pouvoir redoute ce genre d'actions. Les élèves des résidences scandalisés par l'intervention des flics furent aussitôt dehors, face à un cordon de gardes mobiles. Une nouvelle assemblée générale rassembla plus de 600 élèves, décida alors la réoccupation des locaux.

Une commission fut créée pour assurer la sécurité face à une nouvelle arrivée des gardes mobiles (surveillance des abords de l'ENSET, organisation de l'occupation pour la nuit). Il n'y a pas eu de comité de lutte élu par l'assemblée générale, mais une commission de coordination regroupant des représentants des syndicats (SNES-SCGEN) et du Comité d'Action des Sections Littéraires. Plusieurs autres commissions furent créées : relations extérieures et animation qui édita « Le petit journal à lire pendant les longues nuits d'occupation » après un débat sur la démocratie de la parole.

Cette action a permis pour la première fois des débats entre

les élèves des différentes sections, ce qui peut être un premier pas vers une remise en question du cloisonnement actuel et une voie vers une vérita-

ble pluridisciplinarité qui éviterait la division du travail existant actuellement au niveau de l'enseignement.

liaison ENSET



LA SECTE FURNON

GÉRARD Furnon est passé à Lyon ; comme Chirac, il accomplit son Tour de France pour haranguer ses fidèles. Lui aussi a commencé sa campagne pour les législatives. Son parti, ce sera l'U.F.B.S. (Union des Français de Bon Sens). Réussira-t-il, comme Pujade en son temps, une percée électorale ? Il est encore trop tôt pour le dire. Furnon... mais au fait, vous ne connaissez peut-être pas ce nouveau « philosophe », particulièrement inspiré, qui veut « couper la route au collectivisme et à la lèpre rouge en mettant fin, du même coup, à la technocratie abusive et à la gabegie ». Le fabricant de pyjamas de la banlieue d'Alès, le petit patron qui s'est fait tout seul et qui a mené avec une si grande témérité, dans son entreprise, le combat contre « les cosaques de la C.G.T. », c'est bien lui. Lui, le P.D.G. paternaliste, qui était tant aimé et admiré de ses gentilles petites ouvrières dont le rendement était excellent, lui à qui de méchants éléments subversifs, une poignée de mégères sans scrupule, allaient faire les pires ennemis. Mais oui, mes braves gens, ces démons assoiffés de sang n'avaient-elles pas décidé un beau jour, sans même prévenir le beau Gérard, de créer une section syndicale C.G.T. dans l'usine et même de réclamer des élections de déléguées. Devant pareille audace, le sieur Furnon ne s'avoua

pas vaincu ; blessé dans son orgueil, il fit front, et, explique-t-il : « spontanément une partie de mon personnel expulsa les cégétistes manu militari, en les tirant par les cheveux ou par leur blouse » (et l'assistance applaudit frénétiquement). La suite, ce sont les multiples démêlés de Furnon avec le conseil des prud'hommes, son refus de se soumettre, l'hystérie de ses protégées allant jusqu'à Paris pour manifester contre leurs camarades syndiqués. C'est aussi la générosité de la presse à accueillir les élucubrations fascinantes du « roi » du pyjama, dont les troupes de choc étaient parfois renforcées par les « gorilles » de Jean-Marie Le Pen.

Furnon et son U.F.B.S., c'est la lutte contre « les cheveux longs, les chômeurs et les voyous », c'est la connerie au premier plan de l'actualité, c'est l'expression d'une certaine mentalité, primaire et détestable, qui ouvre la voie à tous les racismes, à toutes les dictatures. Une secte de dingues, une de plus : c'est vrai mais celle-là, avec ses ambitions « politiques » pourrait bien être utilisée, dans certaines circonstances, et notamment dans le cas d'un mouvement social de grande ampleur, par les partisans de l'ordre moral et bourgeois, pour sauvegarder leurs scandaleux privilèges.

Bernard LANZA

LE POINT SUR LA C.N.T.

Par Juan Gomez Casas (Secrétaire National de la C.N.T.)

Le texte qui suit est tiré du quotidien espagnol *El País* du mercredi 7 décembre. Pour la bonne compréhension de ce texte, il faut savoir qu'avant d'exposer ce qu'est la C.N.T. espagnole, Juan Gomez Casas, son secrétaire au Comité National, répond d'abord aux attaques et calomnies diverses auxquelles ont actuellement à faire face nos camarades espagnols.

Nous avons déjà démenti l'information relative à une supposée sequestration du ministre de la Justice, M. Landelino de la Villa, perpétrée par des éléments anarchistes et de la C.N.T. L'article du *New-York Times* qui a été démenti par le correspondant de ce journal à Madrid, M. Marcom, est un modèle d'embrouilles et de confusion où ne figure pas un nom, pas un fait précis, mais un ramassis d'affirmations farfelues et complètement fausses. Continuons dans ce genre d'informations. Hier, dans le local de la fédération locale de Barcelone, une bombe éclatait ; une autre bombe (qu'on n'a jamais trouvée) était signalée dans le local du C.S.U.T. (1) de Guadalajara, bombe que la rumeur accusait la C.N.T. d'avoir posée. Dans le village de Vallecas également, un local du P.C.E. a été attaqué et les bombages faits sur les murs étaient bien sûr les sigles de notre organisation. Plus tard, on devait découvrir que ceux-là même qui attaquèrent le siège du P.C.E. aggravaient des militants anarchistes de l'athénée libertaire de Vallecas. Ces agresseurs se paraient encore du sigle de la C.N.T. De toute évidence, une curieuse machination est mise en route contre la C.N.T.

L'article que nous dénonçons plus haut laissait entendre qu'on pouvait faire un rapprochement entre l'enlèvement signalé et celui de l'industriel allemand Schleyer. Le cas de la bande Baader-Meinhoff, composée par de présumés anarchistes, est un bel exemple de la manipulation de l'information. Sans entrer dans le fond et les origines de ce problème, ce qui nous prendrait trop de temps, nous devons souligner que, malgré les imputations faites à l'anarchisme, le groupe cité est clairement marxiste-léniniste, la pensée de Mao étant clairement explicitée par Andreas Baader lui-même ainsi que par Ulrike Meinhoff. La bande à Baader, qui a des réactions viscérales contre des situations déterminées de la société allemande, s'articule, se développe et se raccorde dans le contexte des nationalismes révolutionnaires latino-américains et tiers-mondistes. Ces luttes ont d'importants soutiens internationaux et l'aval de puissances qui jouent leurs pions sur l'échiquier international, ce qui explique les moyens considérables sur lesquels elles comptent. Ceci explique également que l'action terroriste soit complètement exercée par ceux qui peuvent la développer dans le contexte

du monde actuel. Cependant, malgré les faits, les grands sectateurs de l'information mondiale continuent à qualifier d'anarchistes ceux qui, en réalité, de par leurs fins comme de par leurs moyens, sont à l'opposé de l'anarchisme.

Il convient cependant de faire ici une observation importante. En Allemagne fédérale, la réaction gouvernementale contre le terrorisme a créé des conditions dangereuses pour la liberté. Dans l'appareil qui administre la justice, l'influence d'anciens nazis se fait sentir et la mort récente de membres de la bande à Baader, dont Baader lui-même, reste auréolée de grands mystères. Une répression insidieuse a débuté contre les intellectuels de gauche qui commencent à faire un parallèle entre le chancelier Schmidt et Noske, le ministre social-démocrate allemand sous l'ordre duquel furent assassinés Rosa Luxembourg et Liebknecht, figures du spartakisme. Il en ressort donc qu'une sorte de social-fascisme serait en incubation en Allemagne fédérale. Certains symptômes inquiétants apparaissent également dans notre pays. Les instructions secrètes pour la répression sur certains groupes pourraient être à l'origine de certaines campagnes que nous commençons à détecter.

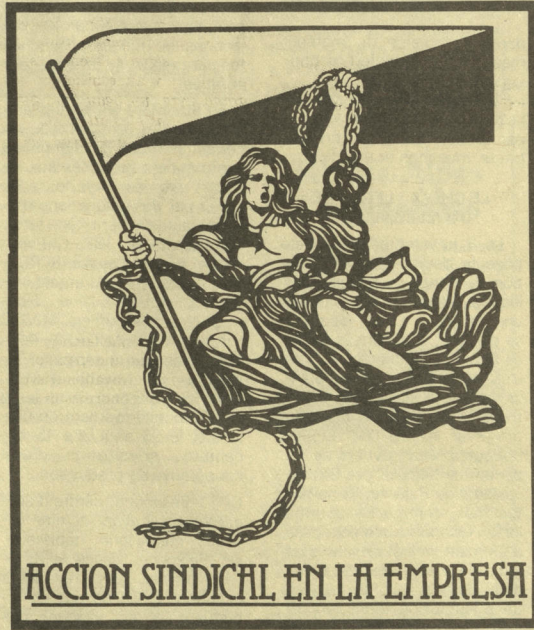
La C.N.T. est une organisation jeune et dynamique. Les procédés de réduction psychologique, de chantage et d'intimidation ne sont pas les plus favorables pour traiter avec elle. Nous en faisons l'avertissement pleinement conscient.

La vocation de la C.N.T., c'est les travailleurs parce qu'elle est une organisation de travailleurs. La C.N.T. ne cache pas sa finalité de profonde transformation sociale basée sur la réorganisation du travail social et libre en remplacement du capitalisme, et en la restructuration de nouvelles relations humaines également libres en remplacement de l'Etat. Cette autogestion par la société elle-même de tous les secteurs de l'activité humaine en général, tant économiques que sociaux ou politiques, résume l'inspiration finaliste et communiste-libertaire de la C.N.T. Ici qui-conque pourrait s'exclamer : «Utopie!», et nous l'accepterions dans le sens où «c'est quelque chose qui n'existe nulle part ailleurs... mais qui peut exister.» Cette phrase entre guillemets résume tout notre devenir historique.

La C.N.T. est le pionnier de toutes les idées autogestionnaires aujourd'hui en ébullition, y compris celles qui sont de mauvaises copies du modèle. Tous les groupes syndicaux qui parlent d'indépendance et d'autonomie du mouvement ouvrier sont des imitations, généralement médiocres, de la C.N.T. Tout cet assemblage confus ou réel, tout ce conseilisme hispanique ac-

tuel, plus ou moins libertaire, qui prend pour base de ses théories l'assemblée d'usine, prennent les idées forces de l'anarcho-syndicalisme ou de l'anarchisme, bien qu'ils n'y fassent jamais référence, voulant passer pour des originaux.

L'action directe est le moyen d'action de la C.N.T., c'est à dire une action non mitigée, une projection directe de l'action organisatrice, une relation directe de l'organisation avec ses problèmes. Le rejet de tout intermédiaire conduit la C.N.T. à refuser le parlementarisme et l'Etat. Elle repousse aussi toute fonction dirigeante, ce qui implique les mêmes statuts et les mêmes pouvoirs de décision pour tous au sein de l'organisation. Dans le même temps, il se crée dans la C.N.T. même une préfiguration du type de société à laquelle elle aspire, bien que nous reconnaissons que la situation interne de l'organisation ne soit pas à un point tel pour que cette préfiguration prenne toute sa force potentielle d'irradiation vers l'extérieur.



Pour résumer ce qui a été dit, la C.N.T. offre une alternative insolite dans le cadre général des courants socialistes et libertaires parce que sa pratique rend possible l'harmonie des fins et des moyens, ce qui est au fond le débat fondamental au sein du socialisme. Les déchirements fracassants entre la philosophie et la pratique parmi les courants marxistes proviennent des contradictions de fond entre la première et la seconde. En résumé, le caractère indomptable et original de la C.N.T. d'aujourd'hui, lui confère, au sein de la gauche, une place exceptionnellement importante pour le futur de la société espagnole.

Indépendant de la viabilité dont il fit preuve en 1936-39,

l'anarcho-syndicalisme de la C.N.T. incite à la création incessante de nouvelles valeurs qui sont transvasées dans la société. Telle est la conception de l'autogestion ou autogouvernement ou aspiration populaire à prendre en main véritablement son propre destin.

La relation dialectique fins-moyens au sein de la C.N.T. s'applique largement dans l'action concrète. La C.N.T. a dit non au pacte de la Moncloa, non au pacte social et ce refus a été expliqué par des raisons fort éloignées de l'opportunisme. Nous avons amplement démontré que ce sont les travailleurs qui vont devoir payer la note de la crise économique et du pacte de la Moncloa. Notre forme d'action, nous l'avons également appliquée pour le problème qui, en ce moment, préoccupe le pays : les élections syndicales. Nous avons dit non aux élections syndicales (voir ML précédent) parce que nous sommes contre la procédure qui consiste à recréer dans l'orbite des entreprises les modules parle-

des ouvriers à l'intérieur des entreprises. Que ce soit la formule de l'U.G.T. qui triomphe ou bien celle des Commissions ouvrières, l'assemblée des travailleurs restera neutralisée, déposée des pouvoirs de décision et convertie, dans le meilleur des cas, en un auditoire auquel on communiquera, quand on l'estimera nécessaire, les décisions prises.

Les organismes forts dotés de pouvoirs de pleine négociation se convertiraient en succédanés des jurys d'entreprises de l'époque verticaliste et se verraient privilégiés et même cajolés par l'entreprise qui les transformerait fatalement en instruments de la cogestion, ce qui revient à dire que les travailleurs aideraient leurs patrons à gérer leurs entreprises! Voyant les choses de ce point de vue, nous nous demandons ce que signifie le slogan de Camacho, (leader des Commissions ouvrières) : «on doit introduire la démocratie dans l'entreprise»? Il s'agit sûrement d'un jeu de mots!

En fait, la C.N.T. se moque complètement des listes ouvertes ou fermées. Ce qui lui importe c'est que personne ne décide pour les travailleurs, que ces travailleurs eux-mêmes agissent suivant leurs intérêts, qu'ils contrôlent leurs mandataires, qu'ils les responsabilisent par des décisions concrètes et puissent les révoquer à tout moment. Ce qui importe, c'est d'empêcher la naissance dans les entreprises espagnoles d'une autre classe spécialisée de leaders d'ateliers avec des privilèges par rapport aux autres travailleurs. Une nouvelle verticalisation des entreprises est à craindre, cette fois-ci sous le couvert de la démocratie, ce qui équivaudrait à établir dans les milieux du travail les courroies de transmission entre les bureaucraties syndicales principales et l'Etat, les patrons et les états-majors des partis tous unis dans ce modèle anachronique de collaboration des classes qu'est le pacte de la Moncloa.

Le concept profond de démocratie dans l'entreprise passe par la reconnaissance de l'assemblée des travailleurs comme organe suprême de décision, et par le travailleur reconnu comme sujet d'un nouveau concept du travail social.

Finalement, la C.N.T. pense que la section syndicale dans l'entreprise, en tant que représentation organique de tendances, joue un rôle fondamental comme garant de la liberté syndicale, de l'authenticité de l'assemblée d'usine et de la possibilité qu'ont les travailleurs de débattre librement de leurs différentes alternatives.

Le travailleur responsable décidant dans l'entreprise de son propre destin, préfigure un avenir plus fraternel et solidaire.

(1) C.S.U.T. : syndicat espagnol

